

# Solidaires International

Le bulletin de la commission internationale  
de l'Union syndicale Solidaires



WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG

Union  
syndicale  
**Solidaires**

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris  
(33) 1 58 39 30 20 - [contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org) - [solidaires.org](http://solidaires.org)

Numéro 112 – avril 2020

## ***Covid19 : les damné-es de la terre***



Couverture : création de Zacharie Bodson

## Sommaire :

- Pendant l'épidémie, les multinationales se gavent : le cas emblématique d'Amazon, p. 3
- Appel international pour la fermeture des centres d'appel, p. 6
- Dossier : Algérie, le Hirak et le virus, p. 7
- Inde : tribune contre la dérive autoritaire, p. 12
- Hong Kong : faire face à l'épidémie de Covid-19 et ses conséquences, p. 15
- La Palestine au temps du Covid-19, p. 17
- Le Mexique face au Covid-19, p. 22
- Réseau syndical international de solidarité et de luttes : report de la 4è rencontre (Dijon, ) et communiqué : « Ils sont en guerre... contre nous », p. 24
- Brèves, p. 26

Illustration de couverture : Zacharie Bodson

**CORONAVIRUS AU TRAVAIL**

**DROIT DE RETRAIT** **SÉCURITÉ** **SANTÉ** **PROTECTIONS**

 **N° VERT** **0 805 37 21 34**  
APPEL GRATUIT

**DES SYNDICALISTES  
RÉPONDENT À VOS QUESTIONS**

**7j/7 DE 9H À 19H**

**Solidaires** Union syndicale

# Pendant l'épidémie, les multinationales se gavent...

## AMAZON : SERIAL WORKERS KILLER

### Amazon, les salarié-es face au Covid 19 et à Jeff Bezos

*Malgré la pandémie du coronavirus, la direction d'Amazon entend coûte que coûte maintenir l'activité de ses entrepôts à travers le monde. En effet, avec les mesures de confinement, le groupe entend accroître ses profits et a annoncé l'embauche de 100 000 personnes à temps partiel pour ses entrepôts aux Etats-Unis ainsi qu'une augmentation de 2 dollars/livres sterling/euros de l'heure pour les salarié-es. En réponse à ce cynisme, les travailleurs/euses ne sont pas resté-es inactifs/ves.*

Sous l'impulsion d'employé-es organisé-es dans le collectif « Amazonians United » de l'entrepôt BK1 du Queens à New York, une pétition en ligne « Nous, travailleurs d'Amazon, exigeons des protections contre les coronavirus ! » était lancée début mars, et reprise par des équipes syndicales des sites d'Allemagne, de Pologne, d'Italie, d'Espagne et de France. En Italie, des mouvements de grèves s'organisaient dans les entrepôts de Torrazza et Passo Corese le 12 mars, ainsi que le 16 mars avec des arrêts de la production à Castel San Giovanni et Torazza. En France, entre le 17 et 19 mars dans les entrepôts de Douai, Chalon, Saran, Boves et Montélimar, les salarié-es procédaient à des débrayages et faisaient valoir leur droit de retrait. Le 30 mars, les travailleurs/euses de l'entrepôt JFK8 de Staten Island, New York, organisaient une grève et étaient rejoints par leurs collègues de DCH1 à Chicago et DTW1 à Détroit les jours suivants. Amazon répondait aussi par la répression en procédant au licenciement de Christian Smalls qui participait à la grève de l'entrepôt de New York.

En réponse aux inquiétudes des salarié-es et des syndicats qui réclament la fermeture des sites ou au moins des mesures de réduction des rythmes de production, mais aussi des mesures de congés avec maintien des salaires - que ce soit en Slovaquie, Pologne, Espagne, Allemagne, Etats-Unis, Italie,



France - la direction de l'entreprise organise des mesures barrières cosmétiques : une personne par table à la cantine, pas de prises de pause communes, une personne seulement par rangée dans les bus, distribution de masques, prise de la température à l'entrée des entrepôts, mise en place d'« équipes de crise »... Mais tant que les employé-es continuent à se rendre en masse dans les entrepôts, augmentant ainsi les risques de propagation du virus, il est certain que ces procédures sont totalement insuffisantes. D'ailleurs, beaucoup refusent de travailler avec la peur au ventre et invoquent le droit de retrait ou se mettent en arrêt-maladie, et avec raison. En Italie, Espagne, France, Etats-Unis, les cas de salarié-es infecté-es se multiplient. Face aux risques, de nombreux/ses intérimaires ne viennent plus et les agences d'intérim, comme ce fut le cas dans une agence ADECCO de Montélimar, en sont à mentir aux intérimaires en disant que « tout va bien » dans les entrepôts.

On le voit, la connexion au niveau transnational des collectifs de travail au sein des entrepôts d'Amazon est primordiale en cette période de crise sanitaire mondiale. Mi-avril, une rencontre du réseau « Amazing Workers » qui s'appelle désormais « Amazon Workers International » était organisée à Alcalá de Henares dans les environs de Madrid. Le réseau regroupe des équipes de travailleurs/euses d'entrepôts ainsi que des collectifs activistes d'Allemagne, de Pologne, d'Espagne,

d'Italie, de France, de Suède, de Slovaquie et des Etats Unis. Lors de cette rencontre il a été question de prendre la mesure de la crise qui arrivait et de



ses conséquences au sein des entrepôts, avec ces revendications mises en avant : protection des salarié-es, fermeture des services, maintien des salaires. **Il a été décidé que la prochaine rencontre d' Amazon Wokers International se tiendrait à la fin du mois de septembre prochain, en France à Lille.** Un « comité » est également en charge du suivi et des discussions. D'ici là, il se passera certainement beaucoup de choses, et tout le monde reste en contact !

**AMAZON : pour nos vies plutôt que leurs profits, nous demandons la fermeture des entrepôts !**

## **Communiqué de Solidaires/Sud Commerce et Services (08/04/2020)**

Alors que le Premier Ministre a ordonné le 14 mars dernier la fermeture des commerces non-essentiels en raison de l'épidémie de coronavirus et les activités rassemblant plus de 100 personnes de manière simultanée, Amazon poursuit son activité comme si de rien n'était en dépit de

la mobilisation du personnel et des mises en demeure des syndicats, de l'inspection et de la médecine du travail mais aussi des critiques des Ministres de l'Economie et du Travail.

Le résultat, c'est une bombe sanitaire et sociale en train d'exploser aux quatre coins de la France dans une société qui compte plus de 10.000 travailleurs/euses, directs, mais aussi une armée d'intérimaires et de livreurs/euses qui apportent y compris le virus à domicile : après des dizaines de salarié-es atteints des symptômes du Covid-19, des cas avérés ont depuis été détectés sur plusieurs sites et un premier employé est toujours en réanimation.

Pour mettre fin à cette obstination criminelle et contraire au principe fondamental de prévention de la santé des salariés et en l'absence d'une réponse gouvernementale à la hauteur de cette situation, notre organisation, implantée dans l'entreprise, a déposé ce jour ce jour devant le Tribunal Judiciaire de Nanterre une assignation, qui sera examinée dès demain à 14 h, à l'encontre de la société Amazon France Logistique : elle demande que soit prononcée, sous astreinte de plus d'un million d'euros par jour, l'interdiction pour Amazon de continuer à employer du personnel sur ses six sites français et, à tout le moins, de réduire, comme la société s'y est engagée, son activité aux 10 % de marchandises « essentielles » et corrélativement le nombre de présent-es permettant ainsi que les mesures de protection mises en œuvre en cascade produisent réellement leur effet que la promiscuité rend inopérante.

Dans le même temps, la formation de référé du Conseil des Prud'hommes de Nanterre a été saisie pour juger du bien-fondé du droit de retrait, toujours en cours, de onze premiers salarié-es des entrepôts de Lauwin-Planque et de Saran alors que la société se refuse à leur payer le salaire correspondant.

*Cette lutte se mène également en coordination avec les travailleurs/euses européens et américains de la multinationale : non au « marche ou crève » à Amazon, oui au respect du droit de grève et de retrait et boycott de la plateforme !*

**Amazon,  
communiqués  
du Réseau  
syndical  
international de  
solidarité et de  
luttons :**



<https://www.laboursolidarity.org/Amazon-caisse-de-soutien-des>

<https://www.laboursolidarity.org/Amazon-Non-au-licencement-de>

<https://www.laboursolidarity.org/Amazon-quelques-informations-1058>

<https://www.laboursolidarity.org/Amazon-Pologne-la-direction-met-le>

<https://www.laboursolidarity.org/Slovaquie-temoignages-du-syndicat>

**S  
T  
O  
P** **multiXploitation**  
multinationales  
exploitations multiples

Union  
syndicale  
**Solidaires**

Chicago/and Amazon Workers, UNITE!  
**DCH1  
Amazonians  
United**

# Centres d'appels / Coronavirus : nos vies valent plus que leurs profits !

Sud PTT/Solidaires, CGT (Espagne), CWA (Etats-Unis), UGTT (Tunisie), AWU (Palestine), STCC (Espagne), UMT (Maroc), CNE (Belgique). **Pétition** : <http://chng.it/5Y7YDxJ2sz>



08/06/20

Appel International des centres d'appels

## Coronavirus : Nos vies valent plus que leurs profits !

Depuis plusieurs semaines, des millions de travailleur·ses à travers le monde, continuent de travailler dans leurs centres d'appels afin de prendre des appels voire d'en émettre pour vendre des abonnements téléphoniques ou des assurances...

Les salarié·es des multinationales de la Relation Client en sous-traitance (Teleperformance, Concentrix, Atento, Comdata, Sitel ou Majore...) s'entassent sur des plateaux où les distances d'éloignement ne sont pas respectées, les postes de travail sont pas ou peu désinfectés entre les vacations et où même les casques sont partagés entre les conseillers.

Chaque jour, nombre d'entre eux se déplacent, empruntent les transports en commun, augmentent les risques de contamination et de transmission. Le but ? Assurer le service client, vendre ou animer les réseaux sociaux... pour les UBER, Google, Engie, Orange et autres Amazon, Air B'N'B, Bell Canada...

**Notre question est simple : en quoi, au vu de l'urgence sanitaire que nous vivons, nos métiers sont-ils essentiels ? Oui, en quoi ?**

Les cas de COVID 19 ne cessent de s'accumuler puisque la proximité et les conditions de travail sont un terrain ultra favorable à la propagation du virus. Les centres annoncent des infections tous les jours parfois par dizaines et ferment pour mieux réouvrir quelques heures ou jours après.

**Travail, confinement, argent ? Où est passé l'humain ?**

Les syndicats UGTT (Tunisie), SUD-Solidaires (France), UMT (Maroc), CGT (Etat espagnol), SYNTIC (Cameroun), CSC-CNE (Belgique), STCC (Portugal), Syndicat des Travailleurs Arabes (en Israël), CWA (AFL-CIO USA) dénoncent le manque de protection qui subsiste dans les centres d'appels. Dans quelques pays comme en Belgique le développement massif du télétravail et le respect des règles ont été mis en place majoritairement. Alors qu'ici ou là, des confinements sont décrétés par les gouvernements tout en expliquant qu'il faut continuer à travailler (Tunisie, France, Maroc...). Nos patrons vont maintenant jusqu'à demander l'intervention des forces de l'ordre pour nous obliger à travailler comme en France chez Teleperformance. Pour eux la mise en danger des salarié·es ne représentent rien par rapport à la continuité de leur du service et surtout le maintien de leurs dividendes. Un peu partout dans le monde la mobilisation s'organise à travers des appels à la grève (Portugal, Tunisie...), des pétitions comme en Grèce ou en France. Au Pérou les salarié·es de Konnecta ont contacté les forces de l'ordre pour mise en danger d'autrui, après un cas décelé sur le un plateau, afin d'obliger l'entreprise à fermer... En clair, les salarié·es qui chaque jour, vont au travaillent la boule au ventre, refusent s'être infectés comme dans ce centre Albanais de Teleperformance qui aujourd'hui a plus de 100 personnes en quarantaine...

En Tunisie plusieurs entreprises viennent d'annoncer leur fermeture au vu du danger comme Concentrix, Transcom, SPB, Teleperformance... Alors oui, c'est possible !

Les syndicats UGTT (Tunisie), SUD-Solidaires (France), UMT (Maroc), CGT (Etat espagnol), SYNTIC (Cameroun), CSC-CNE (Belgique), STCC (Portugal), Syndicat des Travailleurs Arabes (en Israël), CWA (AFL-CIO USA) refusent de mettre en danger la vie de nos collègues et de nos familles en continuant à produire un service qui n'a de sens que celui du profit et surtout sans sécurité. Nous exigeons la mise en place du télétravail partout où le réseau et les conditions le permettent. Là où ce n'est pas possible et là où le service est essentiel, comme le service lié aux informations sur le COVID 19, nous exigeons le minimum de protection :

- Gel, savon, lingettes disponibles en continu pour les salarié·es ;
  - Maximum de 50 personnes par espace de travail ;
  - 1,5 mètre de distance entre chaque salarié·e ;
  - Evacuation des locaux jusqu'à désinfection totale en cas de cas avéré ou suspecté de contamination d'un·e salarié·e ;
- Sans ces mesures, nous exigeons l'arrêt de la production !**

Les salarié·es sous-traitants, féminisés et fortement précaires du secteur ne veulent pas et n'accepteront pas d'être la chair à canon du système capitaliste. Nous réaffirmons que, plus que jamais, nos vies valent plus que leurs profits !

-> Nous exigeons donc la fermeture de l'ensemble des centres de contact non-essentiels à travers le monde. Nous ne laisserons aucun collègue mourir.

-> Nous exigeons le paiement intégral de notre rémunération moyenne depuis douze mois, ici et ailleurs. Les multinationales du secteur ne doivent pas profiter de la crise pour faire des économies dans des pays où la législation est moins protectrice. Nos patrons doivent assumer nos salaires en se retournant vers les donneurs d'ordres.

-> Nous exigeons l'arrêt des sanctions pour les droits de retrait, les absences et l'arrêt des licenciements.

**Nous exigeons la fermeture de l'ensemble des centres non essentiels à l'activité à travers le monde.**

**Signez et faites signer la pétition :**

<http://chng.it/5Y7YDxJ2sz>

# Dossier Algérie : le Hirak et le virus

## Pause du Hirak mais pas de la répression...

Pandémie oblige, les manifestations du vendredi sont suspendues en Algérie. Le pouvoir, fidèle à lui-même, profite de la situation pour réprimer avec plus de violence encore les militant-es du Hirak. Les peines de prison pour avoir manifesté ou rendu compte de la mobilisation dans la presse, pour des journalistes, s'alourdissent, notamment dans les procès en appel de ces jours. Le journaliste Karim Tabbou en fait les frais,



parmi de nombreuses et nombreux autres. Jusqu'au bout le pouvoir sévira de façon sinistre (voire la déclaration du collectif français de soutien au Hirak dans les lignes qui suivent).. Comme le souligne bien **Omar Benderra**<sup>1</sup> dans un entretien accordé à Algeria Watch sur le sujet (<https://algeria-watch.org/?p=73445>) :

«Dans son aveuglement, son cynisme et sa perfidie, ce régime pense étouffer le Hirak en profitant de la pandémie. Sa tête pensante – composée par les généraux de l'état-major de l'ANP – ne mesure toujours pas l'intensité de la colère du peuple et du rejet massif dont elle fait l'objet. Incapables de se remettre en cause, de renoncer aux avantages matériels du pouvoir et de prendre des initiatives réelles, les « décideurs » ont trouvé l'opportunité de mettre une nouvelle fois en œuvre les moyens d'une répression constitutive de leur culture politique.

Il s'agit donc pour leur bras armé, la police militaire secrète au premier chef, de faire taire tous ceux et celles qui osent exercer leur métier de journalistes comme Khaled Drareni et Sofiane Merakchi, tous ceux qui osent exprimer des critiques et proposer des alternatives comme Karim Tabbou, tous ceux qui appellent à un changement aussi vital qu'urgent comme



Slimane Hamitouche ou Brahim Daouadji et bien d'autres. Les embastillements et procès d'activistes politiques visent évidemment à couper les têtes les plus populaires ou les plus visibles du mouvement populaire. On le voit bien, il ne s'agit pas seulement de quelques personnalités précisément ciblées, mais bien d'une vague massive d'arrestations qui concerne des centaines de

1 Omar Benderra est économiste et contributeur régulier du site Algeria Watch : <https://algeria-watch.org/>

personnes à travers l'ensemble du territoire. C'est une campagne de répression qui vise à paralyser l'activité politique, à tétaniser le peuple et décourager toute mobilisation.

Mais ce choix de la répression est de courte vue, le divorce entre le peuple algérien et ce régime absurde est consommé et irréparable ».

Nous proposons dans ces pages également une analyse originale du Hirak, intitulé « Le mouvement syndical et le Hirak » de Kaddour Chouicha, datant de novembre 2019.

**Déclaration de syndicats et d'organisations de défense des droits humains :**

**Halte à l'acharnement judiciaire contre Karim Tabbou**

**Libération inconditionnelle et sans délai de tou.te.s les détenu.e.s du Hirak**

« Face au pacifisme et au sens des responsabilités du Hirak – qui a unilatéralement suspendu toutes les manifestations publiques pour contribuer à freiner la pandémie du COVID-19 –, le pouvoir autoritaire algérien persiste dans sa politique de répression et de déni du droit : sa machine judiciaire ordonne le maintien de nombreux citoyens en détention arbitraire, en organisant une parodie de procès, comme celui du 24 mars qui a été programmé sans que le prévenu, Karim Tabbou, ni ses avocats ne soient informés. L'objectif est clair : briser l'insurrection démocratique du Hirak, en maintenant Abdelouahab Fersaoui et tant d'autres arbitrairement en détention et, aujourd'hui, en condamnant Karim Tabbou à un an de prison ferme à la suite de l'appel interjeté par le parquet. Karim Tabbou, qui venait de purger sa peine de six mois de prison ferme et six mois en sursis, devait recouvrer sa liberté ce jeudi 26 mars.



La machine judiciaire, aux ordres de la police politique, en a décidé autrement. Refusant de comparaître en l'absence de ses avocats et face à l'acharnement du juge qui a décidé de poursuivre l'audience, il est victime d'un malaise et transféré à l'infirmerie du tribunal. Il est jugé et condamné en son absence à un an de prison ferme. Tout indique que la machine judiciaire veut lui infliger le même sort qu'à Kamel Eddine Fekhar et Mohammed Tamalt, tous deux morts en prison victimes de mauvais traitements. Nous condamnons cette mise à mort programmée d'un militant politique et mettons en garde le pouvoir algérien pour tout ce qui peut lui arriver. Nous exigeons la libération inconditionnelle et sans délai de Karim Tabbou et de tou.te.s les détenu.e.s du Hirak, qui n'ont fait qu'exercer leurs droits de citoyens, à commencer par le droit de manifester pacifiquement et de s'exprimer librement. Ces droits, pourtant formellement énoncés dans la Constitution, sont systématiquement bafoués par le régime militarisé en place.

L'Algérie, qui a ratifié les principales conventions internationales de protection des droits de l'Homme, se doit de respecter ses engagements et cesser sa politique répressive de manière générale et, en particulier, à l'encontre du Hirak et de ses acteurs. L'opinion publique algérienne est mobilisée dans la défense des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. L'opinion publique



internationale ainsi que les partenaires étrangers de l'Algérie, notamment l'Union européenne, doivent rappeler au gouvernement en place ses engagements et condamner toutes les violations des droits de l'Homme commises ces derniers mois à l'encontre de citoyens pacifiques qui ne font qu'exercer leurs droits fondamentaux ». (24 mars 2020)

**Signataires :** Action jeunesse Maroc, Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA), Alliance des démocrates de la diaspora algérienne (ADDA), APEL-Egalité, ASBL Na'oura, Bruxelles, Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (ACORT), Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Association Vigilance pour la Démocratie et l'Etat civique, Tunisie, Coalition marocaine pour la justice climatique, Citoyenneté, Développement, Cultures et Migrations (CDCMIR), Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA), Collectif Debout l'Algérie (Free Algeria), Collectif DZ United (Free Algeria), Collectif de soutien lyonnais au peuple algérien (CSLPA), Comité de réflexion pour une Algérie consensuelle (CRAC), Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT), Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie – Belgique, Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA), Confédération générale du travail (CGT), Coordination maghrébine des organisations des droits de l'Homme (CMODH), Dzayer 2.0, EUROMED Droits (REMDH), Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Forum de solidarité euroméditerranéen (FORSEM), Forum des alternatives Maroc (FMAS), Mouvement Ibtycar, Ligue des droits de l'Homme (LDH), Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH), Nouveaux échanges culturels franco-algériens (NECFA), Observatoire marocain des libertés publiques, Portail E-Joussour, Plateforme euro-marocaine migration, développement, citoyenneté, démocratie (MDCD), Pour une nouvelle Algérie (PUNA), Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ), Réseau algérien contre la répression et pour la libération des détenus, Réseau Euromed France (REF), Réseau syndical international de solidarité et de luttes, Riposte Internationale, SOS Racisme, Syndicat national des personnels des administrations publiques (SNAPAP), Union syndicale Solidaires, Union des Tunisiens pour l'action citoyenne (UTAC)

## **Le mouvement syndical et le Hirak**

Kaddour Chouicha (Coordonateur national du Syndicat des Enseignant-es du Supérieur Solidaires, SESS-CGATA). Texte écrit en novembre 2019.



La CGATA (Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie) est une confédération créée en 2014 autour du SNAPAP (Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique) avec la participation du SESS (Syndicat des enseignant-es du supérieur solidaires), d'autres organisations y étaient adhérentes puis se sont retirées.

Sa création est venue pour renforcer la solidarité et dépasser les corporatismes sur lesquels s'est appuyé le mouvement syndical Algérien naissant, surtout que pratiquement toutes les organisations syndicales composant la CGATA avaient soit vécu le refus de l'enregistrement de la part du ministère de travail (le SESS), soit avaient reçu l'enregistrement plusieurs années après, accompagnée par le licenciement des membres de la direction, le SNATEG (Syndicat national autonome des travailleurs de l'électricité et du gaz), le SNAP (le syndicat

national Algérien des postiers). Le pouvoir Algérien refuse jusqu'à présent l'enregistrement du SESS et de la CGATA mais cela n'a pas empêché la CSI (confédération syndicale internationale) d'accepter son adhésion. La CGATA fait partie de la confédération syndicale Arabe.

Nous considérons tout d'abord que même si les revendications sociales sont exprimées depuis maintenant huit mois que les Algériens et Algériennes sortent en masse dans tout le territoire national, elles restent le parent pauvre car le but commun sur lequel sont dirigées toutes les énergies c'est le retour à la primauté du politique sur le militaire, ce qui passe par la rupture radicale avec ce pouvoir. C'est pourquoi, de fait, les revendications démocratiques sont celles qui reviennent tout le temps c'est pourquoi la CGATA considère que c'est d'abord une révolution démocratique même si les exclus du système y mettent beaucoup d'espoir et même si les organisations syndicales se doivent de réfléchir comment approfondir cette révolution pour aborder la question sociale si lancinante dans toute la région.

Le syndicalisme autonome doit à l'heure actuelle demander aux travailleurs de ne faire qu'un avec la population tout en apportant son expérience de l'organisation et des luttes ainsi que de partager les réflexions qui traversent depuis plusieurs années le monde du champ syndical.

Il faut noter tout de même que le champ du syndicalisme autonome lui-même n'est pas homogène c'est on trouvera des organisations syndicales qui ont appelé très tôt leurs adhérents à rejoindre le HIRAK (SNAPAP-CGATA, SESS-CGATA) dès le 26 et 27 février 2019 alors qu'il a fallu plusieurs jours sinon semaines ( Mai 2019) pour voir la CSA (confédération des syndicats autonomes) prendre clairement position pour le HIRAK. Cela rejoint en fait l'attitude des pouvoirs par rapport aux organisations syndicales car le SNAPAP légitime est combattu par l'administration et tous les services de sécurité avec l'appui d'un clone, le SESS reste jusqu'à présent non enregistrée de même que la CGATA. Par contre l'ossature de la CSA est constitué principalement des syndicats de l'éducation qui sont tous enregistrés en plus d'autres (enregistrés mais ne pesant guère). On ne peut oublier l'UGTA qui n'est en fait, jusqu'à présent et depuis longtemps qu'une organisation de masse du pouvoir et qui, intérêt oblige, se tient silencieux par rapport à tout ce qui touche le HIRAK. Il ne faut pas oublier que l'un des dégâts collatéraux du HIRAK a été le remplacement de l'ancien secrétaire général par un autre apparatchik. La seule position de l'UGTA a été de demander le report, à plus tard, de la finalisation d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures qui a été compris par la majorité des citoyens et citoyennes comme une corruption dirigée vers les puissances étrangères pour qu'elles continuent de fermer leurs yeux et oreilles sur ce qui se passe en Algérie et notamment le niveau des arrestations arbitraires.

Il est à citer le fait que la CSA a été partie prenante d'une plate forme qui reprend la vision d'une partie de la société civile et qu'elle continue, comme elle le formule, "de jouer son rôle d'associé étroit entre différentes opinions avec responsabilité et efficacité en la liant au mouvement populaire et à ses revendications". La CGATA avait participé au début puis s'était retiré car même si pendant les débats la question de l'assemblée constituante a été posée elle s'est retrouvée évacuée du texte final. Il reste à préciser que la région centre du pays notamment la ville de Tizi ouzou et notamment bejaia verra un travail commun sur le terrain des adhérents à la CGATA et à la CSA vu la politisation habituelle de la population de toute la région. De même, la poursuite des marches et des revendications de la population, si elle se poursuit avec la même constance, mènera à terme à une radicalisation de toutes les organisations syndicales.

La CGATA avait proposé une large concertation (syndicat, partis, associations, comités, personnalités etc.) pour débattre d'une grève générale (une seule journée au début) mais la CSA a proposé une grève le 29 octobre. Pour renforcer la lutte la CGATA a décidé d'appeler à cette grève tout en préparant la grève générale.

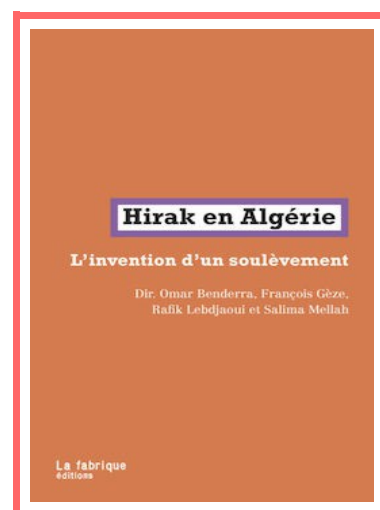


### *A lire sur la mobilisation en Algérie :*

**Hirak en Algérie, L'invention d'un soulèvement**, aux éditions de La Fabrique.

Contributions de : Zineb Azouz, Houari Barti, Abdelghani Badi, Omar Benderra, Amine Bendjoudi, Hocine Dziri, José Garçon, François Gèze, Hadj Ghermoul, Rafik Lebджаoui, Hocine Malti, Hassina Mechaï, Mohamed Mehdi, Salima Mellah, Ahmed Selmane, Habib Souaïdia.

Réunissant des contributions de journalistes et professionnels algériens ayant participé au mouvement, ainsi que celles de spécialistes du pays, algériens et français, ce livre rend compte de cette extraordinaire ébullition. Il montre en quoi les mots d'ordre du Hirak (qui signifie "mouvement") ont révélé la remarquable lucidité du peuple : ils disent comment le régime est dirigé par une coupole mafieuse, réunissant autour du partage des circuits de corruption les chefs de l'armée et de la police politique, cachés derrière une façade politique civile sans aucune autonomie. Après avoir rappelé les raisons profondes du soulèvement, les auteurs restituent ses multiples facettes : l'inventivité et l'humour des manifestant.e.s, la place essentielle des jeunes et des femmes, ainsi que la revendication centrale de parachever la libération nationale de 1962. Sans négliger le rôle de la presse et des réseaux sociaux, ni les réactions à la répression policière. Analysant également les effets du hirak au sein du pouvoir, ainsi que les réactions des grandes puissances, cet ouvrage apporte des clés essentielles pour comprendre "l'un des plus puissants mouvements sociaux de l'histoire moderne".



# Inde

## Tribune : Contre la dérive autoritaire en Inde

*Cette tribune est le fruit d'un constat partagé et d'une préoccupation collective de nombreux acteurs de la société civile en France : mouvements sociaux, organisations de défense des droits humains, syndicats, organisations de solidarité internationale. Certaines de ces organisations sont néanmoins contraintes de demeurer anonymes et ne peuvent apposer leur signature car cette dernière risquerait de mettre en danger leurs partenaires indiens.*

Alors que l'Union Européenne et l'Inde souhaitent renforcer leurs relations bilatérales<sup>2</sup>, en particulier sur le plan économique, sécuritaire et environnemental à travers la prochaine adoption de leur agenda conjoint de coopération 2020-2025, nous, organisations de la société civile, faisons part de nos vives inquiétudes face aux régressions démocratiques et aux violences en cours en Inde et appelons la France, « amie » et alliée « de confiance »<sup>3</sup> de l'Inde à s'exprimer fermement contre ces dérives.

La relation privilégiée et les liens forts entre l'Inde et l'Union Européenne, sont fondés, selon cette dernière, sur des valeurs communes, aux premiers rangs desquelles un « engagement mutuel en faveur de la démocratie, de l'état de droit et des droits humains »<sup>4</sup>. — Or, depuis l'accession au pouvoir du BJP, un parti nationaliste hindou, en 2014, la situation des droits humains indienne ne cesse de se détériorer.

En effet, la répression et la violence d'État subies par la société civile, les journalistes, les avocats ou les syndicalistes ne cessent de croître et se traduisent de différentes façons :

arrestations et intimidations de militants, « cas fabriqués » contre des leaders communautaires ou des défenseurs des droits, assassinats de journalistes, traque des ONG critiques, multiplication des accusations de « sédition » et imposition d'un langage et d'un récit stigmatisant, marquant la



Photo: <https://www.counterview.net/2018/08/indias-trade-union-density-lower-than.html>

<sup>2</sup>Un sommet Union Européenne – Inde devait se tenir les 13 et 14 mars 2020 à Bruxelles, en présence du Premier Ministre Narendra Modi et des chefs d'Etat européens. Ce sommet a été annulé et repoussé à une date ultérieure jusqu'à présent inconnue.

<sup>3</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/inde/rerelations-bilaterales/>

<sup>4</sup> [https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/73679/india-speech-behalf-hrvp-josep-borrell-european-parliament-india%E2%80%99s-citizenship-amendment-act\\_en](https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/73679/india-speech-behalf-hrvp-josep-borrell-european-parliament-india%E2%80%99s-citizenship-amendment-act_en)

volonté d'isoler ces forces citoyennes du reste de la nation en les accusant d'être des « traîtres à la patrie » ou autres « agents de l'étranger ».

En outre, les attaques contre les législations progressistes obtenues de haute lutte se multiplient, avec la dérégulation des lois de protection des travailleurs, de l'environnement et des communautés marginalisées et historiquement opprimées (dalits, adivasis, minorités religieuses, etc.). L'Inde ne cesse de régresser dans tous les classements internationaux, quel que soit l'enjeu retenu : 140<sup>ème</sup> au Classement mondial de la liberté de la presse 2019, 177<sup>ème</sup> selon l'Indice de Performance Environnementale de 2018, 129<sup>ème</sup> selon l'Indice de Développement Humain du PNUD de 2019, 141<sup>ème</sup> selon l'Indice Global sur la Paix (*Global Peace Index*) de 2019, etc.

La prise de contrôle des institutions publiques et des contre-pouvoirs (universités, justice, médias) ainsi que les dérives autoritaires du régime nous interpellent, en particulier au moment où des pans entiers de la population indienne, notamment les musulmans, sont mis au ban de la société et sont menacés. La presse française s'est d'ailleurs largement fait écho de cette situation critique, explosive, et du spectre ethno-nationaliste qui plane sur la « plus grande démocratie du monde »<sup>5</sup>.

« Suivre la situation de très près » ne suffit plus, arguer que ces questions relèvent de la politique intérieure et de la souveraineté nationale indiennes ne tient plus, se cacher derrière la Constitution indienne, qui n'est plus respectée, et des institutions démocratiques prétendument solides ne peut plus nous satisfaire. « Rappeler son attachement au respect des libertés individuelles, dont la liberté de conscience, ainsi que sa condamnation de tout discours de haine contre les minorités<sup>6</sup> » est un devoir de la France qui doit mettre en adéquation ses paroles et ses actes. Les intérêts économiques et géopolitiques de la France ne sauraient justifier cette attitude consistant à vanter les mérites du Premier Ministre Narendra Modi et à s'afficher comme un allié privilégié du régime au niveau international.

Nous appelons ainsi le Président de la République Emmanuel Macron et le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian à faire preuve de responsabilité et de cohérence en dénonçant publiquement les violations des droits, les violences contre les minorités marginalisées et les discriminations dangereuses qui détruisent progressivement les valeurs séculaires et démocratiques sur lesquelles l'Inde a été fondée.

Nous réitérons également notre solidarité avec les **citoyens et citoyennes, les organisations de la**

---

<sup>5</sup> Notamment. Articles de Laure Siegel dans Mediapart du 27 février 2020, « *A Delhi, les ultranationalistes hindous mettent des quartiers musulmans à feu et à sang* » et du 27 décembre 2019 « *L'Inde s'enflamme contre de nouvelles lois qui limitent l'accès à la citoyenneté* »

<https://www.mediapart.fr/journal/international/271219/l-inde-s-enflamme-contre-de-nouvelles-lois-qui-limitent-l-acces-la-citoyennete>

<https://www.mediapart.fr/journal/international/270220/delhi-les-ultranationalistes-hindous-mettent-des-quartiers-musulmans-feu-et-sang>

Reportage de Sébastien Farcis dans **Libération** du 6 février 2020, « *Inde : dans les écoles hindouistes de la haine de l'autre* » et article du 27 février 2020 « *A l'origine des violences, un nationalisme hindou d'Etat* »

[https://www.liberation.fr/planete/2020/02/06/a-kalladka-dans-l-ecole-de-la-haine-de-l-autre\\_1777545](https://www.liberation.fr/planete/2020/02/06/a-kalladka-dans-l-ecole-de-la-haine-de-l-autre_1777545)

[https://www.liberation.fr/planete/2020/02/26/a-l-origine-des-violences-un-nationalisme-hindou-d-etat\\_1779767](https://www.liberation.fr/planete/2020/02/26/a-l-origine-des-violences-un-nationalisme-hindou-d-etat_1779767)

Editoriaux **Le Monde** « Menaces sur la laïcité indienne » du 17 décembre 2019 et « L'explosive mise au ban des musulmans d'Inde » du 27 février 2020

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/12/17/menace-sur-la-laicite-indienne\\_6023163\\_3232.html?fbclid=IwAR3UjqTDVOnDd6w6EoBTbqzTk0x1T99dTilwMiCciIQm47-goCdibL23Ywl](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/12/17/menace-sur-la-laicite-indienne_6023163_3232.html?fbclid=IwAR3UjqTDVOnDd6w6EoBTbqzTk0x1T99dTilwMiCciIQm47-goCdibL23Ywl)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/02/27/l-explosive-mise-au-ban-des-musulmans-d-inde\\_6031021\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/02/27/l-explosive-mise-au-ban-des-musulmans-d-inde_6031021_3232.html)

Articles de Lina Sankari dans l'**Humanité** du 5 février 2020 « *Inde. Une école militaire pour fascistes en herbe* » et du 2 mars 2020 « *Inde. À New Delhi, un pogrom anti-musulmans* ».

<https://www.humanite.fr/inde-une-ecole-militaire-pour-fascistes-en-herbe-684220>

<https://www.humanite.fr/inde-new-delhi-un-pogrom-anti-musulmans-685479>

<https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-25296QE.htm>

**société civile et les militant.es indien.nes** qui prennent des risques importants pour défendre les droits humains, les libertés fondamentales et la Constitution indienne. Car ne l'oublions pas, ils et elles sont le véritable souffle démocratique de l'Inde.

Signataires : Amnesty international France, ATTAC, CEDETIM, CFDT, CGT, CRID, FIDH, FAL, FSU, MRAP, Réseau IDD, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, RSF, SHERPA, Union syndicale SOLIDAIRES, SOS Africaines en danger, Survival International France

**Pour des textes d'analyses politiques et sociales sur l'Inde : voir aussi le site d'Europe Solidaire sans Frontières (ESSF) :**

**<http://europe-solidaire.org/spip.php?rubrique123>**



# Hong Kong : faire face à l'épidémie de Covid 19 et ses conséquences

*Débutée en janvier, l'épidémie a eu pour l'instant des conséquences sanitaires moins graves sur la population qu'en Europe ou aux Etats-Unis (1).*

*Les répercussions économiques, sociales et politiques de cette crise sont par contre considérables.*

## Faire face à la pénurie et à la spéculation

Dès janvier, le prix des équipements de protection a explosé, ainsi que celui de produits de consommation courante.

Face à cela, on a assisté à l'émergence spontanée du système D et de l'entraide mutuelle. Son but était de faciliter l'approvisionnement en masques et en produits sanitaires, en particulier pour le personnel médical et de nettoyage, les personnes âgées et les personnes handicapées.

## Une accentuation de l'autoritarisme

Les pouvoirs publics utilisent de nouvelles mesures coercitives sous prétexte de prévention des épidémies. Ils ont, par exemple, intimidé les client.es des magasins dont les propriétaires étaient étiqueté-es comme soutenant le mouvement démocratique.

Celui-ci continue néanmoins à se faire entendre de temps en temps. Et cela malgré les mesures imposées par le gouvernement pour interdire tout rassemblement public de plus de trois personnes.



## L'aggravation de la situation des salarié-es

Nombre d'entre eux/elles sont obligé-es de travailler à domicile, prié-es de ne pas prendre de congé payé, subir une réduction de salaire ou en fin de compte faire face à un licenciement, car leurs lieux de travail ne cessent de fermer.

Selon un rapport de la centrale syndicale HKCTU daté du mois de mars, 85% des salarié-es ont subi une réduction du nombre d'heures ou de jours travaillés ; 70 % ont perdu la moitié de leur revenu antérieur et 70 % s'inquiètent de l'incertitude de leur avenir.

Les secteurs les plus touchés sont ceux de la restauration, du tourisme, des compagnies aériennes, des loisirs, du commerce de détail, etc.

Les salarié-es en première ligne face à l'épidémie tels que celles et ceux du nettoyage, du secteur médical, ainsi que les précaires sont notamment confrontés à des problèmes d'hygiène et de sécurité en raison du manque d'équipements personnel de protection individuelle.

La grève des salarié-es des hôpitaux début février en est un exemple clair : 9 000 d'entre eux/elles ont fait grève pendant une semaine. Bien qu'ils/elles aient obtenu le soutien du grand public, le gouvernement a été peu enclin à tenir compte de leurs revendications de fermeture des frontières et de fourniture d'équipements de protection en nombre suffisant.

Ils/elles ont été accusé-es d'avoir une attitude "contraire à l'éthique", d'être "trop égoïstes" et ont été qualifiés de "déserteurs/euses".

### **La lutte pour la justice sociale plus actuelle que jamais**

Il n'existe pas d'assurance chômage, de pensions de retraite et de système de négociation collective.

L'heure anticipée de fermeture des fast-foods habituellement ouverts 24 heures sur 24, a mis les "réfugié-es MacDo" (les sans-abri dormant la nuit dans les restaurants McDonalds) dans une situation encore plus désespérée. Le nettoyage fréquent des rues et des espaces ouverts se fait sans avertissement préalable afin de chasser les personnes qui dorment dans la rue, et il n'existe pas d'autre solution pour les héberger.

### **Un pouvoir plus impopulaire que jamais**

Le gouvernement a réagi soit trop lentement, soit en prenant des mesures dérisoires, sans politique globale cohérente ou innovante. Son "plan de sauvetage" se limite à subventionner les entreprises et alléger leurs difficultés.

La population de Hong Kong est très en colère contre l'arrogance et l'indécision du gouvernement dont la popularité est passée à 22,2 % en mars 2020, ce qui constitue un record.

### **Note :**

1. La population de Hong Kong étant de 7,5 millions d'habitant.es et celle de la France de 67 millions. Au 7 avril, le pourcentage de personnes déclarées infectées est en France 11,7 fois plus élevé (98 959), et celui des mort.es 308 fois (10 343).

### **Appels à la solidarité émanant de nos partenaires hongkongais-es, pour :**

- apporter une aide financière aux grévistes des hôpitaux,
- mettre des masques respiratoires à la disposition des salarié.es des secteurs les plus menacé.es par le Coronavirus (santé, collecte de déchets, assainissement, etc.), ainsi qu'aux personnes à faibles revenus.

Pour tout don ou demande d'information : [contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org)





# Palestine

## La Palestine au temps du Covid-19

(Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés), le 5 avril 2020



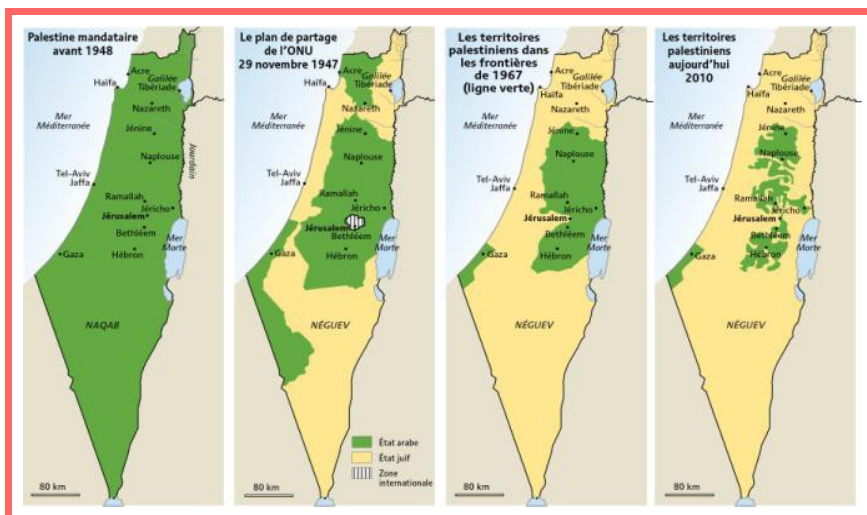
Le peuple palestinien souffre de la pandémie de Covid-19 comme tous les autres peuples, mais avec ses spécificités. Il souffre comme les autres populations appauvries, d'une maladie onéreuse à éviter et à guérir, mais il souffre aussi comme un peuple colonisé, fortement victime de discriminations, à l'intérieur des frontières d'Israël, plus encore en Cisjordanie occupée militairement, et incroyablement

plus dans la bande de Gaza sous blocus.

Comme la plupart des pays en dehors d'Asie, la Palestine n'a commencé à s'inquiéter du coronavirus qu'au début de mars 2020, et les premiers récits arrivant de Palestine étaient humoristiques : ils venaient de Gaza et prétendaient que Gaza était « l'endroit le plus sûr du monde », puisque le blocus les protégerait de l'infection. Assez vite, cependant, d'éminents universitaires ont souligné que, si jamais le virus finissait par y pénétrer, une tragédie serait difficile à éviter. Gaza est effectivement privée de tous les moyens de le guérir, tels que du matériel ou des fournitures médicales de base, peu de masques ou de kits de test, en plus d'avoir des problèmes de pénurie de carburant et de qualité de l'eau, entre autres. N'oublions pas que ces conditions ne sont pas dues au sous-développement, ni même au blocus, mais principalement à la destruction planifiée des infrastructures palestiniennes par l'armée israélienne lors de ses nombreuses guerres sur Gaza, dont le bombardement de 17 hôpitaux pendant la guerre de 2014 uniquement...

À l'intérieur des frontières d'Israël de 1948, la situation n'a pas beaucoup changé pour les Palestiniens. Ils et elles sont toujours traités comme des citoyens de seconde zone et, dans une telle crise, leur santé sera traitée après celle des personnes vivant dans les quartiers juifs, principalement parce que les bons hôpitaux sont situés dans ces quartiers. Aussi parce que la nouvelle loi sur l'État-nation impose que tous les textes officiels, y compris les instructions d'urgence pendant la pandémie, soient écrits en hébreu, et uniquement en hébreu. Pour les Palestiniens dont la langue est l'arabe, il n'y a pas de plan d'urgence. Enfin, parce qu'il n'y a aucune raison que le racisme quotidien qui existe en Israël depuis 70 ans disparaisse soudainement.

Par exemple, même pendant la crise sanitaire, la destruction de maisons et de champs dans les régions bédouines du désert du Néguev se poursuit (1).



La conséquence la plus débattue de l'épidémie de Covid-19 en Israël fut la mise en place d'une surveillance des personnes, par le biais de leurs téléphones portables, sans que les services de sécurité du gouvernement aient besoin d'une autorisation d'un tribunal (2). Signalons que d'autres pays ont suivi cette « stratégie du choc », décrite par Naomi Klein (3), qui consiste à profiter de la

crise pour lancer des programmes de surveillance massive de leurs citoyen-nés. Souvent cela se fait en utilisant des logiciels israéliens développés au départ pour espionner illégalement des militants palestiniens. Le Premier ministre israélien Netanyahu en a aussi profité pour accroître ses pouvoirs autoritaires et militaires. La nouveauté en Israël est que les juifs/ves se plaignent que la démocratie est en déclin, et que leurs libertés civiles sont érodées, alors que cela n'avait jamais été débattu lorsque les libertés des Palestinien-nés étaient en jeu.

À l'intérieur des frontières d'Israël, le pire endroit où vivre est la prison, en particulier là où les prisonnier.es palestinien-nés sont enfermés-es. Surpeuplée, le risque de transmission de maladies y est très élevé. En outre, plusieurs événements récents incitent les prisonnier.es à s'interroger sur des négligences médicales délibérées et répétées de la part des autorités israéliennes (4). Par exemple, alors que les visites des familles et des avocats sont interdites, les premiers prisonniers infectés, dans les prisons d'Ashkelon, de Ramleh et de Moscobiya, l'ont été par des médecins ou des gardiens de prison israéliens. Le manque de produits d'hygiène, de masques ou de gants pose également la question d'un plan délibéré de propagation de la maladie en prison qui, combiné à d'autres problèmes de santé et à un traitement médical notoirement mauvais, entraînera un pourcentage élevé de décès.

De nombreux/ses Palestinien-nés vivant en Cisjordanie viennent chaque jour, à travers un long et complexe voyage à travers les checkpoints militarisés, travailler en Israël, principalement dans des emplois très mal payés. Mi-mars, lorsque le gouvernement israélien a décidé de restreindre les mouvements de la population, il a demandé que 25 000 de ces travailleurs/euses palestinien-nés restent à l'intérieur des frontières de 1948 pendant la durée du confinement, loin de chez eux et elles. Bien sûr, ces travailleurs/euses n'ont jamais reçu d'équipement de protection et rarement bénéficié des logements qui leur avaient été promis. En outre, chaque fois que l'un-e de ces travailleurs/euses était soupçonné-e d'être infecté-e par le coronavirus (même une simple fièvre), il ou elle était ramené.e au checkpoint dans un véhicule militaire, et jeté.e au sol du côté palestinien, sans aucun traitement médical ou un simple traitement humain (5). Là encore, on peut se demander si la stratégie d'Israël, en plus de vouloir éviter toute contagion à l'intérieur de ses frontières, et de refuser de traiter les Palestinien-nés, n'est pas de propager volontairement le virus en Cisjordanie, sachant que cela entraînerait le chaos et la mort.

En Cisjordanie, l'horreur quotidienne que subissent les Palestiniens est encore plus difficile à supporter alors que les gens essaient d'abord de se soucier de leur santé et de celle de leurs voisins. Mais comment une communauté peut-elle prendre soin de sa santé alors que l'armée d'occupation continue de faire des descentes dans leurs maisons, ou confisque des paquets de nourriture destinés aux familles en quarantaine (6) ? L'armée israélienne a même attaqué et endommagé la maison du ministre palestinien de Jérusalem, Fadi al-Hadmi, avant de l'emmener en prison, de le battre et de le forcer à porter un masque sale, portant des traces de sang séché (7). A quel point cette armée peut-elle être cynique lorsque, en plus de détruire des maisons, elle détruit... une clinique ? Cela s'est produit le 26 mars à Khirbet Ibziq, où un bulldozer, deux camions et une jeep militaire israélienne ont confisqué une cabane, un générateur électrique, des poteaux, des bâches, des palettes de parpaings et des sacs de sable et de ciment destinés à construire une clinique de campagne (8).



Les terres palestiniennes en Cisjordanie sont souvent proches de colonies illégales réservées aux juifs/ves. Suite à la focalisation générale sur la maladie, et aux restrictions de mouvement des Palestiniens, les colons israéliens ont profité de la Stratégie du Choc pour déraciner des centaines d'oliviers palestiniens, voler des bovins, détruire des maisons et des granges, attaquer des personnes, et annexer encore plus de terres palestiniennes... (9)

Début avril, il y avait environ 8 000 cas de Covid-19 en Israël, 200 en Cisjordanie et 12 à Gaza. La Cisjordanie et Gaza appliquent les règles de confinement plus strictement qu'en Israël. Avec le même humour palestinien, les Gazaouis ont demandé aux Européens : «Alors, qu'est-ce que ça fait d'être enfermé ? Nous sommes enfermés depuis 13 ans... ». En effet, même si la comparaison ne tient pas très longtemps, le confinement fait obligatoirement penser à Gaza, comme à toute autre prison dans le monde. Les Gazaouis ont également déclaré aux Israéliens : «nous rêverions de conditions de confinement comme les vôtres». L'inégalité dans la région est en effet incommensurable : non seulement Israël refuse de laisser des fournitures médicales atteindre Gaza, mais le 28 mars dernier, l'armée israélienne a tiré plusieurs missiles sur cette bande de terre de 365 km<sup>2</sup>, où sont enfermés 2 millions de personnes, qui vivent en grande précarité, et attendent avec angoisse l'arrivée du virus... (10).

#### Notes :

- (1) <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/les-autorites-israeliennes-detruisent-les-cultures-bedouines-malgre-le-coronavirus>
- (2) <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-to-stop-coronavirus-spread-shin-bet-can-track-cellphones-without-court-order-1.8677696>
- (3) <https://naomiklein.org/the-shock-doctrine/>
- (4) <https://www.middleeasteye.net/fr/actualites/coronavirus-les-detenus-palestiniens-en-israel-craignent-pour-leur-vie-dans-des-prisons>
- (5) <https://agencemediapalestine.fr/blog/2020/03/30/le-pchr-condamne-le-traitement->

[discriminatoire-des-autorites-israeliennes-envers-les-travailleurs-palestiniens-soupconnes-de-coronavirus/](#)

(6) <https://agencemediapalestine.fr/blog/2020/04/02/israel-attaque-les-palestiniens-alors-quils-se-battent-contre-le-covid-19/>

(7) <https://agencemediapalestine.fr/blog/2020/04/05/le-ministre-de-jerusalem-on-ma-force-a-porter-un-masque-sale-avec-des-traces-de-sang-seche/>

(8) <https://www.aurdip.org/pendant-la-crise-du-coronavirus.html>

(9) <https://agencemediapalestine.fr/blog/2020/04/06/des-colons-israeliens-deracinent-des-centaines-doliviers-pres-de-bethleem/> ; <https://www.middleeasteye.net/fr/infographics/en-cisjordanie-les-colons-profitent-du-confinement-lie-au-coronavirus-pour-annexer-des>

(10) <https://agencemediapalestine.fr/blog/2020/04/06/des-soldats-israeliens-lancent-des-missiles-sur-gaza/>



## **Contre-feux, Résistance sociale et syndicale en Palestine**

En cette période de confinement, les télévisions tournent à plein régime. Mais on peut aussi prendre un peu de temps pour regarder autre chose. S'informer et partager en famille en regardant « Contre-feux, Résistance sociale et syndicale en Palestine ». C'est discuter et expliquer aux enfants la réalité du quotidien du peuple Palestinien qui vit un « confinement permanent » et relativiser quelque peu ce qu'est notre confinement temporaire. Les images avec les enfants ont de l'écho auprès des nôtres. FP

<https://vimeo.com/345343417>



# Le Mexique face au Covid 19

Début avril, le Mexique est dans la phase 2 de l'épidémie avec près de 3000 cas détectés et 141 décès et devrait passer en phase 3 courant avril. Le 30 mars, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré et les activités non essentielles ont été suspendues jusqu'au 30 avril. L'aire urbaine de Mexico est la plus touchée (20,9 millions d'habitant-es) et les préoccupations sont nombreuses dans ce pays.

## Un système de santé insuffisant et inégalitaire

Un quart de la population n'a pas de couverture médicale, 75 % des hôpitaux sont privés et il n'y a qu'1,4 lit pour 1000 habitant-es (contre 6 en France et 3,2 en Italie) et seulement 3000 lits en soins intensifs. Ce sont les populations autochtones (environ 15 millions de personnes, surtout au sud du pays) qui sont les plus pauvres et les plus éloigné-es de l'accès à la santé.

## Des conditions de travail catastrophiques

Au Mexique, plus de la moitié de la population active travaille dans le secteur informel. Cela signifie que si ces personnes arrêtent de travailler, elles se retrouvent immédiatement sans moyen de subsistance. Pour les salarié-es du privé, la précarité est la norme et quelles que soient les mesures prises par le gouvernement, ils et elles risquent de se retrouver sans revenu si ils et elles arrêtent de travailler. Par ailleurs, comme partout, les personnes qui travaillent dans les secteurs essentiels ont des conditions de travail et des salaires déplorables.

## Migrations

Une partie de l'économie mexicaine repose sur les transferts de fonds envoyés par les migrant-es qui travaillent aux États-Unis. Des millions de travailleuses et travailleurs migrant-es en situation irrégulière sont actuellement sur le territoire étasunien. Avec la pandémie, ils et elles sont nombreux/ses à perdre leur travail et n'auront probablement pas d'aide du gouvernement. Par ailleurs, près de 50000 migrant-es sont enfermés dans des centres de rétention dans des conditions catastrophiques. La demande de libération immédiate faite par des organisations étasuniennes n'a pour le moment eu aucun effet. Enfin, jusque très récemment, des touristes nord-américain-es se sont rendu-es dans des stations balnéaires mexicaines, mettant en danger les habitant-es.



### **Criminalité et violences faites aux femmes**

Le nombre d'assassinats, déjà très important sur le territoire mexicain ces dernières années, avec 35000 homicides en 2019, risque de s'aggraver avec la pandémie.

L'inquiétude est particulièrement grande pour les femmes et les enfants dans un pays où début 2020 (avant l'arrivée du Covid 19), il y a eu 33 645 plaintes pour violences familiales, 632 assassinats de femmes dont 166 considérés comme des féminicides.

### **Face à cette situation, les Zapatistes ont réagi rapidement !**

Dès le 16 mars 2020, alors que le Covid19 était à peine arrivé sur le territoire mexicain, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale annonçait la fermeture des caracoles (centres administratifs zapatistes) et appelait à ne pas abandonner les luttes. Dans ce communiqué, les zapatistes reconnaissent la menace réelle du Covid-19, dénoncent l'irresponsabilité des gouvernements et de la classe politique, le manque d'information et l'absence de plan pour faire face à la pandémie.

L'EZLN a donc décrété l'alerte rouge sur tout le territoire zapatiste avec la fermeture immédiate des caracoles et des centres de résistances et de rébellion et la recommandation aux zapatistes de suivre les consignes et les mesures d'hygiène.

L'EZLN encourage aussi, au Mexique et dans le monde, non seulement à prendre les mesures sanitaires nécessaires contre cette pandémie mais aussi à ne pas abandonner la lutte contre les violences faites aux femmes et les féminicides, à maintenir la lutte pour les disparu-es, assassiné-es et enfermés-es, à poursuivre la lutte pour le territoire et à « lever haut le drapeau de la lutte pour l'humanité ». Les zapatistes appellent enfin à ne pas perdre le contact humain tout en changeant de façon de faire pour nous reconnaître et nous rencontrer.

<http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2020/03/18/communique-du-comite-clandestin-revolutionnaire-indigene-commandement-general-de-larmee-zapatiste-de-liberation-nationale/>



Clinique des femmes, La Garrucha

**International Labor Network of Solidarity and Struggle**  
**Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutttes**  
**Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Lutas**  
**Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas**  
**Rete Sindacale Internzionale di Solidarietà e di Lotta**  
**الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال**



**Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes**

## **Covid19 : report de la 4<sup>e</sup> rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de lutttes à Dijon, du 15 au 18 avril 2021**

Mi-mars, les choses s'accéléraient à propos de la pandémie de Coronavirus, les demandes se sont accélérées aussi du côté des camarades des organisations syndicales susceptibles de venir en France, pour cette rencontre prévue à Dijon, début juin. Les camarades des organisations qui co-animent le Réseau avec nous - CUB (Italie), CSP Conlutas (Brésil) et CGT (Etat espagnol) – ont demandé qu'on prenne rapidement la décision, proposant pour leur part le report. Après échanges, le 16 mars, le message suivant a été adressé aux organisations membres du Réseau (et via la liste de la commission internationale ainsi qu'au Secrétariat national et aux camarades de Solidaires 21) : [www.laboursolidarity.org/Report-de-la-4eme-rencontre](http://www.laboursolidarity.org/Report-de-la-4eme-rencontre)

D'autre part, plusieurs activités internationales auxquelles nous devons participer sont annulées/reportées : réunions publiques prévues par CUB en Italie, délégation invitée par CSP Conlutas au Brésil, congrès d'IP en Pologne, conférence Labornotes aux Etats-Unis, conférence de l'OIT et actions de solidarité prévues à cette occasion (Iran, Algérie...), venue d'une délégation de syndicalistes allemands (TIE), formation et délégation au Chiapas, etc.

### **Communiqué du Réseau syndical international de solidarité et de lutttes :**

***Ils sont en guerre ... contre nous !***

25/03/2020

**Gouvernements et patrons prétendent être en guerre contre le coronavirus. En réalité, c'est une guerre contre notre classe sociale qu'ils mènent. Une guerre contre nous, pour leurs profits !**

La crise sanitaire mondiale est en grande partie la conséquence du système capitaliste. Bien sûr nous ne voulons pas dire par là que le virus a été créé par le capitalisme ; mais le désastre humain que nous connaissons, lui, est dû au capitalisme.



Partout dans le monde, les gouvernements font les mêmes choix, même si c'est à des degrés un peu différents : ils ont commencé par minorer l'ampleur de l'épidémie, non par ignorance mais parce que le patronat, les actionnaires, les capitalistes avaient comme priorité la sauvegarde de leurs bénéfices. Les profits d'une minorité, contre la santé de milliards d'humains !

### **Une fois la crise installée, les dégâts du capitalisme nous reviennent en pleine face**

- insuffisance d'infrastructure, de personnel, de moyens dans tous les secteurs de la Santé : c'est le résultat de la destruction des services publics dans une partie du monde, de leur quasi-inexistence dans l'autre partie.
- manque de matériel de protection : masques, gel hydro-alcoolique, tests de dépistage, appareils respiratoires, etc. Mais des usines continuent à produire des armes. Les capitalistes ne voient que leurs profits, pas l'intérêt collectif.
- Dans plusieurs pays, des chercheurs et chercheuses témoignent que leurs travaux scientifiques sur le virus ont été abandonnés ces dernières années, pour des raisons budgétaires. Les capitalistes préfèrent investir dans les multinationales pharmaceutiques qui dictent leur loi en matière de médicaments.



### **Pendant la crise sanitaire, les affaires continuent !**

Vis à vis du monde du travail, les capitalistes sont féroces :

- ils maintiennent en activité une multitude d'entreprises qui ne sont pas essentielles à la vie de la population dans une période de danger sanitaire comme celle que nous connaissons. Pour continuer à engranger des rentrées d'argent, les capitalistes mettent en grand danger la santé et la vie de millions de travailleurs et de travailleuses dans le monde.
- dans les secteurs vraiment essentiels (qui devrait être limités à ce qui est en rapport direct avec la santé, l'alimentation et l'accès au gaz, à l'électricité, à l'eau...), le patronat met en avant des « gestes-barrière », renvoyant la responsabilité vers les individus. Mais d'une part, dans beaucoup d'entreprises, rien n'est fait pour que ces gestes barrière » soient applicables ; d'autre part, ils ne sont pas suffisants. C'est toute l'organisation du travail qui doit être revue, en argent de la santé de chacune et chacun. Et ça, ce ne sont pas les capitalistes qui ne travaillent pas qui sont les mieux placés pour le définir : c'est à nous de le faire, dans chaque service, établissement, entreprise, en activité parce que vraiment indispensable.



- Les capitalistes utilisent la crise sanitaire pour restreindre encore nos droits, nos conquêtes sociales. Dans chaque pays, une grande partie des « mesures d'urgence » consiste à s'attaquer au temps de travail, aux congés, aux salaires, au droit de grève, etc.
- **La situation est pire encore dans les régions du monde victimes directes du colonialisme** : les peuples y connaissent déjà la misère ; la crise sanitaire ne peut qu'y avoir des conséquences effroyables.

### Des résistances se sont organisées

Elles sont compliquées à mettre en œuvre dans le contexte que nous connaissons. Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes ne veulent pas aligner des slogans, des mots d'ordre, pour le seul plaisir d'apparaître « radical ». Ce que nous voulons, à partir des lieux de travail et de vie et en nous fédérant librement, en nous coordonnant, y compris au plan international, c'est construire un mouvement populaire massif, de résistance et de conquêtes.

- Soutenons et faisons connaître les luttes de toutes les régions du monde.
- Rassemblons-nous par secteurs professionnels, mais aussi pour défendre des droits spécifiques et obtenir l'égalité sociale (femmes, personnes migrantes, populations opprimées pour des raisons « raciales », ...)
- Refusons que les plus pauvres, les plus précaires, paient la crise sanitaire.
- Prenons nos affaires en mains, sur les lieux de travail et de vie ! Gouvernements, pouvoirs publics, états, sont des instruments au service du capitalisme.
- Réquisition des entreprises, services, commerces, lieux publics, nécessaires pour répondre à l'urgence sanitaire !

<http://www.laboursolidarity.org/Ils-sont-en-guerre-Contre-nous>

## Brèves

### **INFO ou INTOX ? Sur « l'interdiction des licenciements en Espagne » et la « régularisation des des immigré-es au Portugal »...**

Dans la période, une autre utilité de notre Réseau syndical international de solidarité et de luttes est de prendre nos sources d'information auprès de syndicalistes des différents pays, plutôt qu'en reprenant sans recul les grands médias, qui portent la parole des gouvernements, des patrons, de la bourgeoisie ou de syndicats qui sont plus collaborationnistes que la CFDT.

Il en est ainsi de « *l'Espagne interdit les licenciements* », alors que ne sont interdits que les licenciements pour lesquels les patrons prendraient comme motif le coronavirus ; si c'est un autre motif est invoqué, pas de problème ! Autre exemple avec « *l'arrêt de tous les secteurs qui ne sont pas strictement essentiels* », annoncé plusieurs fois en Italie, alors que nos camarades syndicalistes organisaient la lutte contre des mesures laissant ouvertes une grande quantité d'entreprises. « *Le Portugal régularise les immigré.es* » : oui, mais à condition qu'ils ou elles aient déposé un dossier avant le 18 mars ; les mesures prises ne concernent pas les personnes immigrées qui n'avaient pas déposé de dossier.

## **Brésil : « Beaucoup de personnes vont mourir mais c'est la vie » (Bolsonaro)**

Déjà 9000 cas et 350 morts recensés au Brésil, avec une explosion des chiffres ces tous derniers jours. Les lits disponibles sont concentrés dans les grands centres urbains. La situation politique est très grave car Bolsonaro gère la crise comme au « moyen âge », avec des phrases comme celle-ci : « *Beaucoup de personnes vont mourir mais c'est la vie* ». Une cassure s'est effectuée au sein de son gouvernement, de la bourgeoisie. Ils sont aussi parmi les pires réactionnaires, mais des gouverneurs de différents états (le Brésil est un Etat fédéral) sont pour des mesures de confinement, tandis que Bolsonaro continue à en nier l'utilité. Le vice-président fédéral, le général Mourao, a fait part de son soutien aux gouverneurs. Le Parlement brésilien a voté une aide d'un ½ SMIC (130 €) pour les travailleurs et travailleuses précaires, mais aussi la possibilité de réduire le nombre d'heures de 30, 50 ou 70%, en réduisant d'autant les salaires. Cette réduction de revenus va toucher de plein fouet une population déjà très pauvre ; cela risque de renforcer encore la violence, déjà très présente dans la société brésilienne, car ces exclu.es voudront, légitimement, avoir accès à des denrées de première nécessité. Aujourd'hui, à São Paulo, 20% des personnes continue à prendre les transports communs, malgré les risques importants de contamination. Mais un arrêt-maladie signifie une perte de salaire qu'elles ne peuvent supporter. Dans le secteur automobile de l'Etat de São Paulo, les travailleurs et travailleuses de 80% des usines se sont mis en grève ou ont menacé de le faire pour obtenir leur fermeture. Pour les petites boîtes, là aussi, c'est bien plus difficile. Surtout, une énorme part du prolétariat brésilien (sur)vit à travers le travail informel dans les rues, et demeure donc pleinement exposé au virus. Le pic devrait arriver à la fin du mois. Un processus d'auto-organisation se met en place dans les quartiers populaires. Mais la pandémie risque d'avoir des effets terribles dans les favelas et parmi les peuples indigènes : l'accès à la santé et aux autres besoins vitaux y est déjà très hypothétique en période « normale », la crise accentue encore la gravité de la situation. Le même arsenal répressif que dans la plupart des pays du monde a été mis en place.

## **Italie (encore) : le patronat et des syndicats entérinent 2600 suppressions d'emploi**

On le dit souvent : la lutte des classes, les patrons savent que ça existe et ils la mènent, sans hésitation. Exemple avec cet accord concernant une importante société du secteur bancaire, Uni-Credit. Il a été signé avec les fédérations sectorielles de la CGIL, de l'UIL, de la CISL et deux organisations catégorielles. L'accord prévoit le départ volontaire en pré-retraite de 5 200 personnes. En « échange », UniCredit recrutera (en CDI ou apprentissage) 2 600 personnes. 2600 suppressions d'emploi sont donc entérinées, contre quelques requalifications et l'augmentation de la prime de productivité. UniCredit y voit un accord qui « *contribue à renforcer la compétitivité, la productivité et la rentabilité du groupe* », Selon la FISAC/CGIL, cet accord qui aurait déjà « *une valeur extraordinaire en temps normaux* » [...] « *prend encore davantage de poids aujourd'hui* », dans le contexte que nous connaissons. L'intersyndicale des signataires pense que cela



« pose un jalon pour le secteur en vue des futurs accords ». En février, le patron de la banque, Jean-Pierre Mustier s'était engagé à verser aux actionnaires, « 8 milliards d'euros en dividendes d'ici 2023 ».

**CORONAVIRUS  
AU TRAVAIL**

**DROIT DE RETRAIT** **SÉCURITÉ**  
**SANTÉ** **PROTECTIONS**

**N° VERT** APPEL GRATUIT **0 805 37 21 34**

**DES SYNDICALISTES  
RÉPONDENT  
À VOS QUESTIONS**

**7j/7 DE 9H À 19H**

Union  
syndicale  
**Solidaires**

**Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante :**

[www.solidaires.org/article12420.htm](http://www.solidaires.org/article12420.htm)